

Schreyer, le premier ministre Trudeau, et le secrétaire d'État et hôte de la cérémonie, M. Gerald Regan, ont accueilli la Reine.

Après le Salut royal, le Premier Ministre a prononcé une allocution.

"...La Constitution canadienne, a-t-il dit, est enfin revenue au pays, et nous pourrions désormais la modifier nous-mêmes sans recourir au Parlement du Royaume-Uni.

"Au nom de tous les Canadiens, je veux remercier Votre Majesté et Votre Altesse Royale de l'honneur et du plaisir qu'elles nous font en venant fêter avec nous ce moment historique...

"Je souhaite que, sur cette lancée, notre pays accède également à la maturité politique. Qu'il devienne en plénitude ce qu'il ne devrait jamais cesser d'être dans le coeur et dans l'esprit des Canadiens:

- un Canada de la rencontre des ethnies où, par un choix délibéré, des hommes et des femmes d'ascendance amérindienne, française et britannique s'unissent à leurs compatriotes d'origines et de traditions culturelles les plus diverses pour partager un même pays dans la paix, la justice et le respect de leurs différences;

- un Canada tirant force et fierté de sa vocation bilingue;

- un Canada fondé sur l'entraide et le partage, plutôt que sur l'isolement des régions et la loi du chacun pour soi;

- enfin, un Canada où chaque personne puisse vivre librement son destin, à l'abri des tracasseries et de l'arbitraire des pouvoirs publics.

"Fondé sur un idéal moins noble, ou bâti avec une volonté moins inébranlable de réussir, notre pays n'aurait pas survécu.

"Mais ce Canada de la rencontre des ethnies, de la liberté des personnes et du partage économique est un véritable défi lancé à l'histoire de l'humanité. Il n'est donc pas étonnant qu'il se heurte en nous à de vieux réflexes de peur et de repli sur soi.

"Peur de nous rendre vulnérables en nous ouvrant à nos compatriotes qui parlent une autre langue et appartiennent à une autre culture que la nôtre.

"Peur de nous appauvrir en consentant au partage de nos ressources naturelles et financières avec nos compatriotes moins favorisés par l'histoire et la géographie.

"Le Canada que nous voulons bâtir se situe par-delà l'horizon de ces craintes. Mais il n'est pas pour autant un pays irréel qui ignore le coeur de l'homme. Nous savons que la justice et la générosité ne fleurissent que là où règne la confiance.



*"Cette cérémonie ne signale pas la fin de nos efforts mais le début d'une ère nouvelle", a déclaré M. Trudeau.*

"Si les citoyens et les minorités de ce pays ne se sentent pas protégés contre la tyrannie possible de la majorité, et si les francophones, les autochtones et les néo-Canadiens ne se sentent pas traités avec justice, inutile de prêcher l'ouverture aux autres.

"De même, si les provinces ne se sentent pas confirmées dans leurs pouvoirs souverains là où la Constitution leur accorde pleine compétence, inutile de prêcher le partage des richesses et la collaboration des gouvernements.

"La Constitution qui va être procla-

mée dans quelques instants répond en grande partie à ces inquiétudes...

"Le gouvernement québécois, jugeant que cela n'était pas suffisant, a décidé de ne pas participer aux cérémonies marquant l'accession du Canada à sa pleine indépendance. Et je sais que bien des Québécois se sentent déchirés par cette décision. Mais il suffit d'avoir vécu le référendum de mai 1980 pour ne plus pouvoir douter de l'attachement profond des Québécois à leur Canada.

"Il est des occasions où, fidèle à elle-même, la majorité silencieuse ne fait pas de bruit: elle se contente de faire l'histoire. Or, l'histoire montrera qu'avec les garanties inscrites dans la Charte des droits et libertés, jointes à une formule d'amendement qui permet au Québec de se retirer, avec pleine compensation financière, de toute entente constitutionnelle touchant la langue et la culture, rien de ce qui fait l'originalité du Québec n'a été sacrifié.

"Et la réforme constitutionnelle n'est pas terminée. Les gouvernements se sont engagés formellement à poursuivre la définition des droits des autochtones. Ils doivent, en même temps, s'employer à renforcer la Charte des droits, y compris les droits linguistiques dans les provinces. Ils doivent, enfin, tâcher de définir un meilleur partage des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernement.

"Mais aucune charte des droits, aucun partage des pouvoirs ne peut nous dispenser de la volonté de vivre ensemble les risques et les grandeurs de l'aventure



*La foule accueille la Reine et le duc d'Edimbourg à leur arrivée sur la colline parlementaire.*